

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 34/35

26^e année • mercredi 23 août 2023

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



CANICULE: LES CHANTIERS DOIVENT ÊTRE STOPPÉS!

THIERRY PORCHET/ARCHIVES

Face aux dangers de la chaleur extrême menaçant les ouvriers de la construction, Unia exige des maîtres d'ouvrage de reporter les délais pour permettre l'arrêt des chantiers. Les règles de sécurité doivent être respectées afin de préserver la santé des travailleurs. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Le fléau du harcèlement au travail

Sylviane Herranz

La violence et le harcèlement au travail sont un véritable fléau. Selon une étude dévolue par l'Organisation internationale du travail (OIT) en décembre dernier, plus d'une personne sur cinq ayant un emploi a été victime de violence ou de harcèlement d'ordre physique, psychologique ou sexuel. Cette enquête révèle aussi les difficultés des personnes concernées à parler de ce qu'elles subissent, par honte, par sentiment de culpabilité, par manque de confiance envers les institutions ou simplement parce que les comportements des personnes violentes ou des harceleurs sont banalisés ou considérés comme «normaux». D'après l'étude, seule une victime sur deux a réussi à exprimer ce qu'elle endurait. La violence et le harcèlement psychologiques – ou mobbing – concernent près de 18% des sa-

lariés et des salariées, alors que la violence et le harcèlement physiques en touchent 8,5%, dont un plus grand nombre d'hommes. La violence et le harcèlement sexuels affectent 6,3% des personnes interrogées. Les femmes y sont plus fortement exposées. Selon l'enquête, les jeunes et les migrants et migrantes sont les plus enclins à être atteints par ces diverses formes de violence et de harcèlement.

Si cette étude a été menée à l'échelle mondiale, la situation en Suisse n'en est certainement pas très éloignée. Combien de salariées ou de salariés, victimes de violence ou de harcèlement psychologiques, physiques ou sexuels osent dénoncer leur situation? Combien disparaissent de leur place de travail, et n'y reviennent plus après de longs mois d'arrêt «maladie», tant le climat et les pressions sont insoutenables? On le sait, la violence et le harcèlement au travail sont dévastateurs. Que ce soit le fait d'un collègue, d'un chef ou d'une institution. On l'a vu de manière dramatique avec la vague de suicides chez France Télécom à la fin des années 2000.

Face à un tel fléau, l'OIT a adopté, en 2019, une convention sur la violence et le harcèlement. En préambule, cette Convention n° 190 reconnaît notamment que le harcèlement et la violence dans le monde du travail peuvent constituer une violation des droits humains, et que les Etats membres sont responsables de promouvoir un environnement de «tolérance zéro» face à ces comportements pour en faciliter la prévention. La convention interdit ensuite toute forme de violence et de harcèlement au travail. Elle précise également que chaque personne a

le droit d'évoluer dans un monde professionnel exempt de telles pratiques.

Alors que 32 pays ont déjà ratifié la Convention n° 190, le Conseil des Etats doit en débattre en septembre, lors de la session d'automne, après un premier refus l'an passé. Le Conseil national avait quant à lui donné son feu vert à une large majorité. Le projet revient donc devant la Chambre des cantons. Mais certains sénateurs persistent et signent. La semaine dernière, la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats, et tout particulièrement ses élus de droite, se sont illustrés en recommandant à la Chambre haute de rejeter à nouveau cette ratification. Le motif? Ils craignent que l'interprétation de la convention donne lieu à l'avenir «à des demandes diverses et variées risquant d'alourdir la législation suisse du travail»... On croit rêver, sachant que l'on baigne déjà dans une législation «light» et que la ratification de la Convention n° 190 n'implique aucun changement dans les lois helvétiques!

Une telle décision n'aurait pas qu'un effet néfaste pour l'image de la Suisse, pays hôte des organisations internationales et berceau de l'OIT, mais serait un nouvel affront pour les travailleuses et les travailleurs de ce pays, dont les droits sont reconnus sur le bout des lèvres, et encore. Elle serait révélatrice d'une politique délétère, complice des harceleurs, refusant tout progrès, même symbolique, pour contrer la violence, le harcèlement et les discriminations dans le monde du travail... ■

PROFIL



Gwenaëlle Rodieux-Cattin, une autre relation aux équidés.

PAGE 2

INDUSTRIE

Entre prévisions économiques et négociations salariales.

PAGE 5

MÉTIER

Seul, là-haut, sur une grue.

PAGES 6-7

CINÉMA

Une mine d'or sur grand écran.

PAGE 10

Aline Andrey

Elle ne chuchote pas aux oreilles des chevaux. Elle vibre avec eux. «Je communique avec leur langage: une forme de vibration et de résonance, corporelle, non verbale, méditative.» Les mots manquent, justement, pour dire le lien profond que Gwenaëlle Rodieux-Cattin a développé avec le monde des équidés. Enfant déjà, pas loin de son domicile, elle se rendait régulièrement dans le parc animalier de Bercher, dans le canton de Vaud. «Un des chevaux avait beaucoup de caractère, était même un peu dangereux par moments, mais il m'a ouvert les portes du ressenti. J'ai passé des moments formidables avec lui. Je pouvais me balader des heures avec lui, avec une simple cordelette, quasi sans contrôle», se souvient la quarantenaire assise à deux pas de son écurie, le Domaine des Takhi à Valeyres-sous-Montagny (près d'Yverdon), qui compte actuellement 18 chevaux.

«Je suis arrivée sur cette terre passionnée par le vivant et curieuse de m'ouvrir à une palette de manières de vivre...» résume cette hypersensible, autodidacte. A 15 ans déjà, mue par sa soif de découvertes, elle ouvre ses horizons en partant au Canada avide «d'autres cultures, d'autres réalités, d'autres façons de vivre». A son retour en Europe, elle rencontre un spécialiste des chevaux sauvages et des méthodes d'équitation cheyennes, Patrizio Allori, dont les grands-parents étaient Amérindiens. «Il m'a beaucoup appris en partageant sa vision sacrée du cheval. Avec lui, les rituels étaient très importants. C'était loin de ma culture, mais passionnant et si respectueux.»

NOMADE

Après cette formation de terrain, Gwenaëlle part travailler et observer les chevaux semi-sauvages – «réensauvagés» – dans le Haut-Bugey, le Jura, les Cévennes, la Drôme et la Camargue. C'est dans cette dernière région qu'elle travaille dans le tourisme comme guide dans une écurie. «L'expérience était difficile, confrontante, mais enrichissante.» C'est de là qu'elle ramène son premier cheval: Cisco. «Le début d'une extraordinaire expérience. Il a perdu peu à peu la vue, ce qui est très compliqué pour "l'animal de fuite" qu'est le cheval. Pourtant, il est devenu le meneur du troupeau. Il était très sécurisant pour les chevaux stressés. Il regardait avec les pieds.» Les yeux de Gwenaëlle Rodieux-Cattin pétillent lorsqu'elle parle de feu Cisco, et de chaque cheval qu'elle accompagne après l'avoir sauvé de la boucherie, parce que trop agressif, malade ou vieux.

Elle raconte la Mongolie aussi, où elle a partagé, pendant plusieurs semaines, le quotidien de nomades. «Leurs liens avec les chevaux sauvages de Przewalski sont extraordinaires. Dans ce milieu de vie difficile, aux conditions climatiques dures, le cheval doit rester cheval, ne pas perdre ses instincts. Mais dès que l'homme lui met l'urga,

le lasso, autour de l'encolure, pour transporter du matériel ou pour aller à la rencontre de son troupeau de moutons, de chèvres ou de yaks, le cheval se connecte à lui. Ici, nous sommes dans un contrôle permanent. Là-bas, j'ai appris le lâcher-prise.» Nomade, elle l'a été à sa façon, déménageant souvent dans le canton de Vaud avec toute une caravane: sa fille, son chien, ses chats, ses chevaux de plus en plus nombreux réunis dans l'écurie baptisée alors l'Enfant Takhi («cheval» en mongol). Gwenaëlle propose très tôt des ateliers et des stages équestres, pour enfants et adultes, le respect de l'animal au cœur de sa démarche.

RÉENSAUVAGEMENT

Il y a une dizaine d'années, la jeune femme rencontre l'agriculteur bio Fabrice Rodieux, et s'installe à Valeyres-sous-Montagny. Depuis, deux enfants sont nés de leur union. Et elle a pris goût à la sédentarité. «J'aime pouvoir suivre le fil des saisons, observer le blaireau, le renard, les chevreuils, voir l'évolution du terrain, l'impact des chevaux sur lui et sur la flore. Fabrice m'a beaucoup appris sur la vie du sol, cet équilibre qui s'ancre en profondeur. Nous essayons de faire que les chevaux évoluent avec leur environnement en leur permettant, comme dans la nature, de maintenir des zones ouvertes sur

des terrains riches en haies, bocages, forêts... favorisant ainsi la biodiversité. C'est notre mini réserve!»

Elle évoque un voyage au jour le jour, une aventure permanente, celle de cultures, celle des humains, des animaux et des plantes, du climat qui change. «Nous sommes très actifs, mais je n'ai pas l'impression de travailler. C'est une qualité de vie extraordinaire dans un lieu de sérénité que nous partageons avec nos enfants au quotidien.» Alors que les semailles et les moissons coïncident avec les vacances scolaires, puisque les petites mains étaient requises en ces temps pas si anciens, la famille Rodieux-

Cattin a choisi de faire l'école à la maison pour la liberté d'organisation inhérente à cette forme d'éducation. Plus largement, la passionnée du vivant questionne la domestication, et les méthodes éthologiques qui conditionnent à coup de récompenses. «L'homme a sélectionné les animaux en fonction de leur docilité. Dans certains parcs de chevaux, ces derniers attendent leur nourriture et s'ennuient. Les chevaux sont sursélectionnés pour la compétition. Si on les relâche, ils n'ont aucune chance de survie, au contraire d'un cheval plus rustique qui reste proche de son instinct, connaît les plantes qui lui font du bien. D'ailleurs, je trouve la communication plus facile avec des chevaux semi-sauvages, comme ceux que j'ai pu côtoyer dans la Drôme ou en Camargue.» Confiante en la nature, Gwenaëlle Rodieux-Cattin prône le réensauvagement et le laisser-être. Celle qui ne cesse d'apprendre pourrait parler des heures des relations qui se tissent, de cette faculté des chevaux à ancrer l'être humain, à le faire ressentir le moment présent, de la nécessité de se reconnecter à soi-même avant d'aller à sa rencontre. Mais il est temps pour la photo, avec le cheval qui voudra bien y figurer... ■



Le respect et le partage authentique sont au cœur de la démarche de Gwenaëlle Rodieux-Cattin, au Domaine des Takhi, près d'Yverdon.

CELLE QUI VIBRE AVEC LES CHEVAUX

A Valeyres-sous-Montagny, Gwenaëlle Rodieux-Cattin développe une autre relation aux équidés et au vivant, empreinte de respect



DE BIAIS

Christophe Gallaz

ÊTRE EN EXIL AU SEIN DE SON ESPÈCE

Un sentiment vif et profond m'étreint depuis quelques mois, que je sais partagé par maintes personnes autour de moi comme au loin, sur d'autres continents, d'où cette chronique publique où le «je» dit aussi le «nous». Et ce sentiment, c'est celui d'être en exil au sein de ma propre espèce. D'être plongé dans un état de mélancolie souvent éprouvé comme c'est le cas au fil de toute existence, bien sûr, mais alors en conséquence d'événements ponctuels. Tandis qu'aujourd'hui sa cause persiste sourdement, sur un mode qui n'est pas conjoncturel mais structurel. Dans la durée.

Pour formuler la chose autrement: il m'est rude d'être au monde en ce moment-ci de notre Histoire. Et rude de me percevoir en tant qu'individu dont les réactions intimes à la lecture des informations médiatiques quotidiennes, les réflexions mûries à la suite et les menus apports au débat public, sont captifs de l'opinion globale manifestée par mes congénères. Je ne me sens pas la moindre existence, ou plus, dans l'élaboration de notre destin général qui consiste notamment, en ce début de siècle, à commettre un crime environnemental autodestructeur à l'échelle de la planète. Tel est d'ailleurs le paradoxe: beaucoup d'êtres ont de quoi se supposer porteurs d'une intelligence personnelle et civique minimalement fine, qui les impliquait au moins dans les marges de leur communauté d'esprit proche ou lointaine, mais ils savent qu'elle bascule désormais presque aussitôt dans les poubelles de l'imbécillité collective. On dira que nous sommes là dans le cadre d'un jeu démocratique, solidement institué sous nos latitudes, réclamant des minorités qu'elles ac-

quiescent aux décisions majoritaires. Or je pense que c'est faux. Si le jeu démocratique idéal imaginé jadis était en effet soutenu par une multiplicité d'opinions politiques différenciées, selon le fameux diagramme en éventail coloré graduant les représentations partisanes dans les enceintes législatives, nous avons glissé dans une phase ultérieure. Nous avons glissé dans cette phase qu'on pourrait nommer de la fusion dialectique, ou de la fusion conversationnelle, dont les réseaux sociaux sont devenus les agents propulsifs essentiels. Et dont beaucoup de nos comportements quotidiens, comme ceux pratiqués à long terme, sont les victimes. À la faveur des grands déferlements rédactionnels charriés par Twitter et d'autres catapultes électroniques du même genre aux allures de monstres, les surenchères de la tonitruance rhétorique entonnée par les majorités interdisent en effet radicalement la survie, dans leur flux, de toute nuance ou de toute objection signifiées par les minorités. Or cette nuance et cette objection

avaient pour vocation de visiter toute unanimité intellectuelle et programmatique possiblement néfaste. De la travailler. De la feuilleter, comme on le dit des pâtes à gâteau. De la convertir en un type de raisonnement déployé selon le réel de la Cité, qui est elle-même diverse comme ses intérêts le sont. Et déployé selon la planète et le Vivant, aussi, dont cette Cité n'est en somme que le miroir. Cette planète et ce Vivant dépositaires de la biodiversité naturelle, eux aussi, et rendus habitables en cette seule qualité par toute espèce – y compris la nôtre. Ainsi beaucoup d'éléments fondateurs et même vitaux, qui se présentaient distincts dans notre expérience quotidienne du monde, se sont compactés. Se sont mués en fatalité, cette instance au sein de laquelle mon Moi ne perçoit plus sa place et perd confiance en son discours. Au sein de laquelle la narration que je me fais de ma propre trajectoire, par le jeu de mes souvenirs et de mes désirs, m'apparaît vaine et vide. Or nous sommes innombrables en ce cas. Le «je» résonnant comme un

«nous» devient la foule, cette foule sensible et fragile sous la foule statique, qui s'invente aujourd'hui tous les refuges possibles. Les lignes de fuite. Et de fuite vers quoi? Vers des abris névrotiques, soient-ils douloureux. Ou vers des bouquets d'illusions espérées salvatrices. Et vers cette grisaille collective, surtout, que toute ruée collective vers le suicide semble avoir inmanquablement produite au fil des siècles. Ah, comme on la mesure de nos jours, cette euphorie mortelle des masses! De ces masses au sein desquelles maints individus savent que prendre l'avion est attentatoire aux équilibres du climat, par exemple, mais qui le prennent d'assaut commercial en faisant jouir Cornavin pour s'enivrer de leur propre fin décorée par une visite ultime aux mers turquoises! Tels sont les engrenages intérieurs et le spectacle. Observer, comprendre, aimer ce qui se peut, veiller ce qui souffre et meurt, tenir au moins pour ça. ■

CANICULE: LES CHANTIERS DOIVENT ÊTRE ARRÊTÉS!

Face aux dangers de la chaleur extrême, Unia exige des maîtres d'ouvrage de reporter les délais afin de préserver la santé et la sécurité des travailleurs

Textes Sylviane Herranz

Depuis une semaine, la canicule s'est installée sur le pays. La Suisse est atteinte par une nouvelle vague de chaleur qui risque de se prolonger. Les températures dépassent allègrement les 30 degrés, même les 35 degrés par endroits. Vendredi dernier, Unia tirait la sonnette d'alarme et enjoignait aux maîtres d'ouvrage d'arrêter les chantiers. Ces fortes chaleurs mettent en danger la santé des maçons.

Au cœur de la problématique, la question des délais. Et les maîtres d'ouvrage, dont font partie des collectivités publiques, qui ont une part de responsabilité dans les risques

encourus par les travailleurs lorsqu'ils insistent pour que le délai initial de fin de chantier soit maintenu. Avec cette pression des délais, «il est plus difficile de respecter les dispositions de sécurité. Les maîtres d'ouvrage mettent ainsi en danger la santé des travailleurs de la construction», indique le syndicat, qui demande que le délai final soit reporté en cas d'arrêt de travail à cause de la canicule.

Unia rappelle que le soleil et le chaud ne sont pas seulement épuisants pour les maçons exposés, mais qu'ils font peser sur eux un grave danger: «La chaleur extrême peut entraîner déshydratation, insolation et coups de chaleur. De plus, chaque année, près d'un millier de travailleurs sont atteints

d'un cancer de la peau lié à l'activité professionnelle.» Le syndicat ajoute que, selon la Suva, «le risque d'accident sur les chantiers augmente de 7% les jours où la température dépasse 30 degrés». Unia attire l'attention sur l'augmentation de ces risques «au vu du réchauffement climatique et des périodes de canicule toujours plus intenses aussi en Suisse».

RESPONSABILITÉ DES DONNEURS D'ORDRE PUBLICS

Il existe pourtant des règles et des mesures de sécurité. Ainsi, pour éviter des malaises par exemple, il est nécessaire que les travailleurs aient des pauses régulières, à l'ombre, pour boire de l'eau. Cette eau doit être

mise à disposition par l'employeur, en bouteille ou par un raccordement à l'eau potable. Il faut aussi éviter les heures supplémentaires. A partir d'une certaine température, les travaux doivent être interrompus. Or, constate Unia, «le respect des règles de sécurité est de plus en plus sacrifié sous la pression croissante des délais». En cas de retards de chantier, des peines conventionnelles sont prévues par les donneurs d'ordre, d'où leur exigence que les travaux se terminent au plus vite. «Il est frappant de constater que les maîtres d'ouvrages publics sont dans de nombreux cas en première ligne pour ce genre de directives», remarque le syndicat. Pour Nico Lutz, responsable du secteur de la construction à Unia,

ces donneurs d'ordre publics devraient montrer l'exemple. «Au lieu de cela, ils augmentent encore la pression et compromettent ainsi la sécurité au travail et la santé des maçons» déplore-t-il. ■

Pour tout renseignement sur la canicule, les règles à respecter et les moyens de se protéger, voir sur: unia.ch/fr/monde-du-travail/de-a-a-z/construction/intemperies-construction/chaleur-ozone



THIERRY PORCHET/ARCHIVES

PÉTITION LA SANTÉ AVANT LES DÉLAIS!

Malgré la canicule, les travaux continuent sur de nombreux chantiers au mépris de la santé et de la sécurité des ouvriers. Face à cette situation, Unia a lancé une pétition adressée aux entreprises, aux maîtres d'ouvrage et aux autorités pour exiger que la santé prime sur les délais.

«On construit toujours plus, plus vite, et avec moins d'ouvriers! Et comme les délais sont de plus en plus serrés, le travail n'est pas interrompu même lorsque les intempéries et la canicule mettent en danger la santé. En plus, le risque d'accidents augmente», souligne la pétition, qui sera remise en automne. En la signant, les travailleurs de la construction exigent le respect de leurs droits et de leur santé. Leurs revendications se déclinent en quatre points. Ils demandent que la Convention nationale du secteur principal de la construction (CN) soit prise au sérieux et que son article 28 soit appliqué: «Si la santé est en danger, le travail doit être réorganisé ou arrêté en cas de mauvais temps ou de canicule», indique la pétition. Ils exigent que la santé passe avant les délais

et, pour cela, que la norme SIA 118 soit respectée: «Si le travail est arrêté en raison d'intempéries ou de canicule, les entreprises de construction doivent pouvoir adapter les délais. Aucune pénalité de retard ne devrait exister!» Autre exigence, des indemnités équitables et moins de bureaucratie en cas d'intempéries: «Il faut cesser de supprimer les heures supplémentaires aux travailleurs avant que l'assurance intempéries ne paie. En outre, les deux jours de carence en cas de canicule doivent être raccourcis.» Dernière revendication: l'introduction dans la loi de critères clairs pour l'arrêt du travail en cas d'intempéries et de canicule afin de protéger la santé des travailleurs.

Unia invite tous les maçons et tous les travailleurs de la construction à signer la pétition et à la diffuser largement. ■

Pour signer, aller sur: unia.ch/fr/campagnes/construction-intemperies-et-canicule

Pouvoir d'achat: Unia Valais fixe des lignes rouges

Dans l'artisanat et la construction, aucun accord ne sera signé sans une vraie revalorisation des salaires cet automne, prévient Unia Valais, qui invite à une mobilisation massive le 16 septembre

Manon Todesco

La lutte pour la défense du pouvoir d'achat des salariés continue. Afin de le maintenir, d'autant plus dans ces périodes d'inflation que nous traversons, les négociations salariales entre partenaires sociaux sont d'une importance majeure. Dans ce contexte, Unia Valais a tenu une conférence de presse le 17 août dernier, avec pour objectif de fixer publiquement ses lignes rouges. Le syndicat n'en démordra pas: il n'y aura pas d'accord dans les branches de la construction et de l'artisanat du bâtiment sans réelle revalorisation des salaires cette année.

«Les accords salariaux de 2022 n'ont pas permis aux travailleurs valaisans de ces branches d'obtenir la pleine compensation du renchérissement», rappelle Blaise Carron, secrétaire régional d'Unia Valais. «Alors que l'activité est plus que florissante et qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre dans ce secteur, cette spirale funeste et infernale doit enfin cesser.»

Quelles seront les revendications syndicales dès la rentrée? Unia exigera la pleine compensation du renchérissement et une augmentation réelle compensatoire des salaires de 1%.

«Nous ne cautionnerons pas les probables et récurrentes velléités patronales de ne compenser que partiellement le renchérissement, avertit le responsable syndical. Nous voulons donner un signal fort aux associations patronales pour qu'elles prennent la mesure de la nécessité que ces négociations débouchent sur un résultat acceptable. Unia refuse d'être complice d'accords salariaux qui dégraderaient le pouvoir d'achat des salariés.»

TOUS À LA MANIF DU 16 SEPTEMBRE!

Par ailleurs, la région valaisanne d'Unia a appelé les travailleurs à participer massivement à la manifestation nationale pour l'augmentation des salaires et des rentes le 16 septembre à Berne, organisée par l'Union syndicale suisse. «C'est par leur mobilisation que les salariés peuvent réellement peser sur les négociations», insiste Blaise Carron. A noter qu'en avril déjà, Unia Valais



Serge Aymon, responsable de la construction et de l'artisanat à Unia Valais, Blaise Carron, secrétaire régional, et Francine Zufferey, membre de la direction régionale, ont présenté à Sion les points sur lesquels le syndicat ne transigera pas en matière de hausses salariales.

avait annoncé la tenue le 2 septembre prochain d'une grande manifestation cantonale pour les salaires et le pouvoir d'achat. Unia Valais a renoncé à cette dernière et appelle l'ensemble du monde du travail valaisan à participer à la mobilisation nationale du 16. Et le secrétaire régional de conclure: «En fonction du déroulement des négociations dans les différentes branches de l'artisanat valaisan, des actions cantonales de mobilisation ne sont évidemment pas à exclure...» ■

Infos et inscriptions pour la manifestation du 16 septembre, voir en page 8 ou sur: unia.ch/manif-salariale

LES SALAIRES DOIVENT AUGMENTER DANS LA VENTE

Le 31 août, des actions symboliques auront lieu pour lancer la campagne salariale dans le commerce de détail. Le personnel doit enfin pouvoir obtenir sa part du gâteau

Manon Todesco

Dans le commerce de détail, les affaires se portent bien. Tout particulièrement pour les supermarchés et les shops des stations-services. «Ces résultats sont en grande partie obtenus grâce au travail toujours plus intensif des employés», précise Anne Rubin, membre de la direction du secteur tertiaire à Unia. En effet, la productivité a augmenté ces dernières années dans la branche, et le syndicat estime que ces gains doivent être redistribués à celles et ceux qui y contribuent largement. C'est pourquoi, le 31 août, des actions syndicales symboliques auront lieu dans plusieurs régions pour lancer la campagne salariale de cet automne.

«Les négociations salariales ou conventionnelles des dernières années n'ont pas couvert le renchérissement, regrette la responsable syndicale. Ces pertes de pouvoir d'achat doivent être maintenant compensées. C'est particulièrement important dans une branche à bas salaires que le renchérissement des loyers, des coûts de la santé et de l'énergie ainsi que des prix en général touche durement.» En outre, Unia réclame des augmentations de salaires dans cette branche essentiellement féminine, afin de combler le retard par rapport aux autres secteurs économiques.

Les revendications déposées auprès de Coop, Migros, des shops de stations-services, mais aussi globalement pour l'ensemble de la branche, sont les suivantes:

- Rattrapage de la perte de pouvoir d'achat des dernières négociations et compensation intégrale du renchérissement annuel 2023.
- Augmentation des salaires de référence et des salaires minimums.
- Augmentation générale des salaires réels pour tous les collaborateurs soumis aux CCT.
- Reconnaissance des années de service dans l'augmentation salariale. ■

Pour plus d'informations sur les actions organisées et pour participer, contactez votre secrétariat régional Unia.

Ensemble pour un monde du travail plus juste



syndicom est le syndicat leader des branches Logistique, Technologie de l'information et de la communication et Médias. Il compte dans tout le pays près de 30 000 membres et s'engage pour les droits des travailleuses et travailleurs, et pour une Suisse sociale et ouverte au monde. (www.syndicom.ch)

Nous recherchons **de suite** ou selon entente **un/une**

Secrétaire régional-e au secteur Médias (70%)

(secrétaire syndical-e politique avec focus sur l'industrie graphique et emballage)

Lieu de travail: Lausanne

En tant que secrétaire régional-e, ton champ d'activité principal se trouve en Suisse romande et dans certaines parties de la Suisse alémanique. Tu t'occupes pour l'essentiel de nos membres qui travaillent dans l'industrie graphique et l'impression d'emballages. Dans ta fonction de collaborateur-trice syndical-e politique, tu t'engages corps et âme pour nos membres. Ta personnalité charismatique et ta force de persuasion te permettent d'enthousiasmer des personnes de nos branches pour les idées du mouvement syndical et de les recruter comme membres. Grâce à ton sens aigu de la communication, tu parviens à développer et à entretenir un réseau. Ton éloquence te facilite le contact avec des personnes d'origine très diverse. Enfin, tu conseilles nos membres et les représentations du personnel, tu t'engages pour améliorer les conditions de travail et tu es responsable de mettre en œuvre des projets et campagnes.

Si cette fonction semble faite pour toi et que tu as les qualifications suivantes:

- formation professionnelle achevée avec quelques années d'expérience professionnelle, idéalement dans une NPO/ONG;
- bonne capacité d'organisation et bonnes compétences communicatives ainsi que esprit d'initiative et capacité de travailler de manière autonome;
- volonté de mettre en particulier l'accent sur le recrutement des membres;
- excellentes compétences sociales et esprit d'équipe;
- habileté à négocier éprouvée et goût pour l'engagement sociopolitique;
- langue maternelle française et bonne connaissances de l'allemand (d'autres langues sont un avantage);
- permis de conduire catégorie B (souhaité);

tu es le/la bienvenu-e chez nous.

Pour favoriser la diversité au sein des équipes, nous encourageons en particulier les femmes à postuler. syndicom t'offre un défi passionnant dans un environnement de travail varié et valorisant, d'excellentes conditions de travail attrayantes avec des horaires flexibles et la possibilité de télétravailler. Souhaites-tu travailler au sein d'une organisation dynamique qui s'engage pour de bonnes conditions de travail et un service public fort? Alors nous nous réjouissons de ta postulation.

Tu es invité-e à envoyer ton dossier de candidature complet d'ici au **4 septembre** à personal@syndicom.ch. Pour obtenir de plus amples informations, nous te prions de contacter Stephanie Vonarburg, vice-présidente et responsable du secteur Médias, tél. 079 773 40 53.

MOVENDO

L'institut de formation des syndicats



Inscrivez-vous en quelques clics depuis notre site internet: Scannez-moi!

Quelques places sont encore disponibles dans nos cours à partir de fin août:

Cours tout public**Qui gouverne en Suisse? Comprendre les enjeux politiques**

Je 31.08 – Ve 1.9 Chexbres, Hôtel Préalpina

Egalité pour les personnes LGBTIQ et pistes d'action

Lu 4 – Ma 5.9 Yverdon, Hôtel La Prairie

Greenwashing et écologie politique

Je 7 – Ve 8.9 Chexbres, Hôtel Préalpina

Devenir Suisse-ssse! Comprendre le processus de naturalisation

Sa 9.9 Neuchâtel, Hôtel Alpes et Lac

Affirmer sa présence en tant que femme

Je 21 – Ve 22.9 Yverdon, Hôtel La Prairie

L'analyse transactionnelle, niveau 2

Lu 25 – Ma 26.9 Morges, Hôtel La Longeraie

Mon employabilité: comment la booster?

Je 5 – Ve 6.10 Morat, Centre du Loewenberg

Gérer les agressions dans les services publics - asa

Je 12 – Ve 13.10 Morges, Hôtel La Longeraie

Ecrire sans faute

Je 12 – Ve 13.10 Yverdon, Hôtel La Prairie

Cours pour membres de représentations du personnel**Comptabilité double, perfectionnement**

Lu 25 – Ma 26.9 Chexbres, Hôtel Préalpina

Lire et comprendre les comptes d'entreprise

Je 28 – Ve 29.9 Morges, Hôtel La Longeraie

Webinaires live gratuits et tout public**Organiser et animer ses séances sur Teams**

Me 20.9 – 18h30-20h30 Online

Outils participatifs en ligne

Me 18.10 – 18h30-20h30 Online

Nous nous réjouissons de vos inscriptions!

N'hésitez pas à nous contacter pour tout complément d'information.

Pour les membres des syndicats, les frais d'au moins un cours par an sont pris en charge par le syndicat d'affiliation.

Informations et inscriptions: www.movendo.ch, téléphone 021 310 48 70, info@movendo.ch

AVIS À NOS LECTRICES ET LECTEURS!

Conformément à notre plan de parution, *L'Événement syndical* paraît une semaine sur deux durant la période estivale. Nous vous donnons rendez-vous le 6 septembre. ■ **La rédaction**

**WWW.
EVENEMENT
.CH**

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL Place de la Riponne 4, 1005 Lausanne Tél. 021 321 14 60, Fax 021 321 14 64 redaction@evenement.ch, www.evenement.ch **ÉDITEUR** L'Événement syndical Syndicat Unia **PRÉSIDENT** Yves Defferrard **RÉDACTRICE EN CHEF** Sylviane Herranz **RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE** Sonya Mermoud **ADMINISTRATEUR** Nicolas Jacot **JOURNALISTES** Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin **COLLABORATEURS RÉGULIERS** Evelynne Brun, Vincent Di Silvestro, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald **PHOTOGRAPHES** Thierry Porchet, Olivier Vogelsang **ABONNEMENTS** 39 éditions par an. Abonnement annuel Fr. 60.- Abonnement de soutien Fr. 100.- forum@evenement.ch, publicite@evenement.ch **CONCEPTION & MISE EN PAGES** Atoll "îlots graphiques" C. Gavin **IMPRESSION** Pressor SA, Delémont. Tirage contrôlé 54 700 exemplaires.

UNIA TRANSJURANE**QUEL AVENIR POUR MON PORTE-MONNAIE ?**

SOIRÉE D'INFORMATION

INFLATION

PIERRE-ALAIN FRIDEZ
conseiller national (PS)



PIERRE-YVES MAILLARD
président de l'Union transjurane suisse (US),
conseiller national (PS)

SUJET DE LA SOIRÉE

Primes d'assurance maladie, coûts de l'énergie, loyers, nourriture : tout devient plus cher ! Pourtant les salaires et les retraites ne sont pas adaptés ; les salarié-e-s et les retraité-e-s ont toujours moins pour vivre. Comment faire face à ces hausses ? Comment renforcer nos retraites ? Quels leviers est-il possible d'actionner en tant que citoyen-ne?

07**SEPTEMBRE 2023****19H30**

STRATEJ
Route de Moutier 14
Delémont

UNIA**Tou-te-s à la manif pour les salaires****Le 16 septembre à Berne****13h30: Rassemblement sur la Schützenmatte****15h: Manifestation sur la Place fédérale****Les salaires doivent augmenter!****Tout coûte plus cher**

MAIS LES SALAIRES ET LES RENTES N'AugMENTENT PAS.

UNE GRANDE ALLIANCE POUR LE POUVOIR D'ACHAT APPELLE À MANIFESTER À BERNE.

LOYERS	+ 8 X
ASSURANCE-MALADIE	+ 13 X
CHAUFFAGE	+ 55 X
TRANSPORTS PUBLICS	+ 4 X
ALIMENTATION	+ 6 X
ELECTRICITE	+ 45 X
HAUSSE TOTALE	3800.-



unia.ch/manif-salariale

UNIA

ENTRE PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES ET NÉGOCIATIONS SALARIALES

Propos recueillis par Sylviane Herranz

Début août, le Centre de recherches conjoncturelles (KOF), rattaché à l'École polytechnique fédérale de Zurich, alertait sur la situation des affaires en Suisse, certains secteurs risquant d'être affectés par le ralentissement de l'économie mondiale. Le KOF base ses prévisions sur des enquêtes effectuées auprès des entreprises. Dans son communiqué du 7 août, il évoquait une détérioration des affaires en juillet dans la majorité des secteurs économiques interrogés, avec une plus forte incidence dans l'industrie manufacturière où l'indicateur était à la baisse pour le sixième mois consécutif. «Ce secteur économique connaît un net ralentissement», note le KOF, indiquant que la tendance était plus marquée dans les entreprises orientées vers l'exportation. Autres secteurs à la peine, les services financiers et d'assurance, la construction et l'étude de projets. Les perspectives sont en revanche positives pour les secteurs de la consommation, du commerce de détail et de l'hôtellerie-restauration. Selon le KOF, tous les secteurs font encore face à une pénurie de main-d'œuvre, qui reste un problème urgent pour les entreprises, mais s'atténue dans la construction, l'industrie manufacturière et le commerce de gros.

L'enquête a également porté sur les perspectives inflationnistes. Les prix vont poursuivre leur ascension dans

certaines branches alors que la hausse devrait ralentir dans d'autres. Le secteur principal de la construction prévoit même une baisse des prix de ses prestations. En moyenne, les entreprises disaient s'attendre à une hausse des prix à la consommation de 2,5% durant les douze prochains mois. Une semaine plus tard, le KOF dévoilait son enquête sur les salaires auprès des entreprises. Ces dernières prévoient une hausse des salaires de 2% en moyenne. A l'exception notamment de l'industrie de transformation qui annonce 1,5% et du commerce de gros qui prévoit 1,6%. Seule l'hôtellerie-restauration se situe en dessus de la moyenne en tablant sur une augmentation de 3,8%. Le KOF signale qu'avec une hausse des salaires de 2%, «le pouvoir d'achat fondrait complètement si le renchérissement de 2,5% prévu par les entreprises se produisait».

L'Union patronale suisse a réagi peu après les communications du KOF. Prenant prétexte du climat économique qui s'assombrit, les patrons ont dénoncé les «exigences salariales excessives» des syndicats. Rappelons que l'Union syndicale suisse revendique des hausses de 5% pour 2024 afin de compenser le renchérissement et les baisses de salaires réels.

Le point sur la situation dans l'industrie avec Yves Defferrard, responsable du secteur au comité directeur d'Unia.

L'économie suisse ne serait plus au beau fixe selon le KOF. L'industrie manufacturière marque le pas. Les patrons en profitent pour dénoncer les revendications salariales



Responsable de l'industrie au comité directeur d'Unia, Yves Defferrard s'exprime sur les prévisions économiques du KOF. Des données utilisées par le patronat pour contrer les revendications de hausse des salaires. Pour le syndicaliste, cette attitude ne fait que renforcer la volonté et la nécessité de se mobiliser.

QUESTIONS RÉPONSES

Le KOF parle d'une détérioration des affaires en Suisse, en particulier dans l'industrie manufacturière. Qu'en est-il concrètement?

On ne peut jamais faire des généralités. Certaines entreprises industrielles fonctionnent extrêmement bien, font d'énormes bénéfices. Comme dans la chimie par exemple, branche renforcée par la pénurie de médicaments actuelle. Il est possible qu'il y ait une baisse des affaires dans des cas isolés. Nous devons être prudents et analyser entreprise par entreprise. Au niveau de l'exportation, la situation en Ukraine et l'instabilité ont eu des incidences, en positif et en négatif, sur l'industrie suisse. Un autre élément dont on doit tenir compte est la force du franc. S'il y a quelques années nous avions demandé à l'Etat d'intervenir pour abaisser son cours qui pénalisait les exportations, ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'inflation est beaucoup plus importante dans les pays qui nous entourent, les prix des marchandises y ont fortement augmenté, ce qui permet aux entreprises suisses d'avoir des tarifs toujours très attractifs. De plus, la qualité de nos produits est reconnue, c'est un atout très important.

Quelles ont été les répercussions sur l'industrie suisse de la guerre en Ukraine?

Dans certains cas, il y a eu un décalage de volume de travail en raison de fermetures de sites en Russie



Selon le syndicaliste, la marche des affaires dans l'industrie doit être analysée entreprise par entreprise.

ou de bombardements d'usines en Ukraine. La production a été redistribuée dans d'autres sites européens, y compris en Suisse. Certaines entreprises ont dû augmenter leur main-d'œuvre temporairement ou effectuer des heures supplémentaires. Au niveau de la production d'armement, je ne pense pas qu'il ait eu de grande hausse de production, notamment chez Ruag, en raison de l'interdiction de réexportation dans les pays en guerre. Mais on ne peut pas exclure que le volume de certaines pièces utilisées pour la fabrication d'armes ailleurs, ou pour des véhicules, ait augmenté.

L'Union patronale suisse s'est saisie des prévisions du KOF pour contrer les revendications salariales des syndicats. Est-ce justifié?

Il s'agit d'un rituel des organisations patronales qui se plaignent toujours quelques mois avant les négociations. Ce sont des gesticulations totalement absurdes. Chez Unia, avec les commissions du personnel, nous n'allons pas nous laisser influencer par ça. Nous allons analyser la situation de chaque entreprise. Dans les machines par exemple, on entend les mêmes jérémiades. Or, les demandes de construction de trains ou d'ascenseurs ne faiblissent pas, au contraire. Dans l'horlogerie, les affaires fonctionnent bien. La chimie pareil. Certaines sociétés ont pu être davantage affectées par la guerre, notamment celles sous-traitant pour un seul gros client, dans l'automobile par exemple. Mais il s'agit là de mauvaise stratégie d'entreprise.

Chaque année, les employeurs trouvent des moyens pour ne pas augmenter les salaires. On l'a constaté l'an passé dans de nombreuses entreprises où les commissions du personnel ont négocié seules, sans l'appui du syndicat. Les résultats ont laissé de nombreux travailleurs sur la touche. Avec par exemple des hausses individuelles qui bénéficient surtout aux managers et aux membres de la direction ou des bonus qui ne sont pas garantis sur le long terme. Ces mêmes sociétés disent qu'elles n'ont pas d'argent pour des augmentations générales

mais distribuent de juteux dividendes à leurs actionnaires. L'annonce de l'Union patronale ne fait que renforcer la motivation du secteur industrie d'Unia de se mobiliser massivement pour le pouvoir d'achat et pour les négociations salariales. Elle justifie d'autant plus la mobilisation des salariés. Je les appelle à rejoindre les rangs de la manifestation pour des hausses de salaire le 16 septembre à Berne.

Le secteur industrie a-t-il déjà défini ses revendications salariales?

Nous allons préparer les négociations salariales avec les commissions du personnel et les membres d'Unia sur la base de chiffres et d'analyses précises pour chaque société. Des séminaires par branche sont planifiés dans toute la Suisse. J'invite tous les syndiqués à y participer*. Dans tous les cas, les revendications seront supérieures au taux d'inflation pour compenser la perte du pouvoir d'achat de ces dernières années.

L'an passé, les résultats des négociations ont été plutôt corrects dans l'horlogerie. Dans l'industrie des machines, la CCT prévoit une indexation automatique des salaires minimums. En revanche, les salaires réels n'ont pas été compensés. Dans la chimie, d'importantes revalorisations sont nécessaires. Il y a un fossé indécemment entre les bénéfices réalisés et la redistribution qui n'arrive pas dans les poches des travailleurs mais dans celles des actionnaires et des managers. Dans l'industrie alimentaire, il y a de fortes disparités. Par exemple entre des sociétés produisant des pizzas ou autres produits pour Migros ou Coop qui les pressent comme des citrons. Ou chez Nestlé, qui se trouve dans la même situation que dans la chimie, avec des bénéfices importants. On y constate de meilleurs résultats là où existe une CCT, comme chez Nestlé Waters et Nescafé, où les salariés bénéficient d'une redistribution généralisée plus importante que chez Nespresso par exemple où la part au mérite est la règle. ■

* Les informations et inscriptions peuvent être obtenues auprès de: industrie@unia.ch

POING LEVÉ

PROJET D'UN AUTRE TEMPS

Par Aline Andrey

Alors que la canicule menace, des canons à neige font débat en plein été. La mise à l'enquête d'un projet d'enneigement mécanique sur les communes de Leysin et d'Ormont-Dessous avait pourtant été déposée discrètement début juillet, comme pour éviter un trop grand afflux d'oppositions, vacances obligent. Mais c'était compter sans la réactivité de quelques âmes éclairées, soucieuses de la planète comme de leur région. Pour celles et ceux qui n'auraient pas eu vent de ce projet, peut-être pris dans la tempête chaux-de-fonnière et cloïsoise, dans les incendies grecs ou les chaleurs intenses du sud de l'Europe, récapitulons: d'ici à 2026, 177 canons à neige seront installés aux Mosses et à Leysin, alimentés grâce à l'eau du lac de l'Hongrin. Ce projet nécessite d'enterrer 22 kilomètres de conduite au travers des alpages pour une consommation annuelle de 200 000 m³ d'eau et plus de 684 000 kWh. Coût estimé de l'opération: 20 millions de francs dont une bonne moitié à la charge des citoyens vaudois. Objectif: assurer l'ouverture des pistes de ski. Cela quel que soit le coût écologique.

Un collectif d'opposition a donc alerté, mi-juillet, l'opinion publique en soulignant l'hérésie d'un tel projet. Parmi eux, des paysans, des résidents, des naturalistes, des biologistes, des députés de gauche, Pro Natura, le collectif Grondements des terres, les jeunes Verts, les Verts du Chablais et des Alpes vaudoises. Mais aussi un professeur de ski ou encore un ancien directeur de l'Office du tourisme de Leysin. «Ce projet est présenté comme une solution au manque de neige. Paradoxalement, il contribue aux causes du réchauffement climatique, à savoir une consommation immodérée d'énergie», soulignent-ils. Une fuite en avant? Un serpent qui se mord la queue? Même les tenants de ce projet confient qu'il n'a pas d'avenir à long terme, mais qu'il est nécessaire pour laisser le temps aux stations de ski de se réinventer. Sauf que le dérèglement climatique n'attend pas. Le collectif pose le débat de manière plus large: «Il est temps de ne plus baser le tourisme sur des infrastructures toujours plus grandes et toujours plus gourmandes en énergies, mais sur ce que nous avons déjà, à savoir: une nature préservée, un paysage magnifique, le calme, le frais l'été et le soleil l'hiver.»

Le projet initial remonte à une dizaine d'années. En 2019, il était validé par le Grand Conseil. Or, depuis, les consciences se sont éveillées. Pour les opposants, il est contraire à la Loi fédérale sur la protection de la nature, à la Loi cantonale sur la protection du patrimoine naturel et paysager, et à l'article 6 de la Constitution cantonale vaudoise qui oblige l'Etat à «la préservation des bases physiques de la vie et de la conservation durable des ressources naturelles», ainsi qu'à «la sauvegarde des intérêts des générations futures». L'alerte émise par une poignée de personnes semble avoir fait boule de neige. Car, début août, plus d'un millier d'oppositions auraient été déposées... ■

* Pour plus d'informations, voir sur: canons-a-neige.ch

SEUL, LÀ-HAUT, SUR SA GRUE

Alain Portner
Photos Olivier Vogelsang

Chaque matin, à 7 heures tapantes, Bruno Ribeiro Futuro grimpe les quelque 2000 échelons qui le séparent de la cabine de sa grue rouge écrevisse, arrimée actuellement sur le territoire de la commune de Cheseaux-sur-Lausanne. De là-haut, de son «bureau» comme il dit, cet employé du géant de la construction Implenia a une vue imprenable sur le lac Léman et les Alpes d'un côté, sur le Plateau suisse et les crêtes du Jura de l'autre. Soixante mètres plus bas, machines et ouvriers paraissent minuscules. Personnes sujettes au vertige, s'abstenir! Bien calé dans son siège ergonomique, notre hôte tient les joysticks placés devant les accoudoirs. «Celui de gauche sert à faire pivoter la grue et à déplacer le chariot, explique-t-il. Quant à celui de droite, on l'utilise principalement pour monter et descendre le crochet.»

Face à lui, dans cet espace solitaire qui rappelle un peu le cockpit d'un avion, des écrans indiquent le poids de la charge que la grue va soulever, la distance du chariot ou encore la hauteur du crochet. Mais Bruno Ribeiro Futuro préfère piloter en visuel. Tout en précisant qu'il se réfère aussi aux données affichées «pour effectuer certaines manœuvres nécessitant particulièrement de la douceur et de la précision.»

Les trois grues de ce vaste chantier à ciel ouvert, qui s'étend sur une surface de 28 000 m², entrent dans la danse pour suivre le tempo et la chorégraphie imposés par les contremaîtres au sol. Ces derniers dictent leurs ordres par talkie-walkie. «Il arrive qu'il y ait trop de demandes, trop de sollicitations en même temps. Dans ces cas-là, c'est au grutier de gérer la situation, de définir les priorités.»

PAS LE DROIT À L'ERREUR

Accrochés au faite du pare-brise, deux petits sapins désodorisants – lavande et citron – s'agitent au rythme des déplacements de la grue. Notre conducteur fait corps avec son engin, il l'a littéralement dans la peau. Il manie cette imposante structure de métal, capable de soulever des charges de 16 tonnes, comme si c'était un prolongement de lui-même. Le soleil tape et la cabine chauffe. «Dans ce modèle, il n'y a pas la clim, alors on ouvre les fenêtres pour créer des courants d'air.» Il s'en

accommode avec le sourire. Et l'hiver, il peut enclencher le chauffage. «On est bien abrité et c'est confortable.»

Bruno Ribeiro Futuro attend qu'un avion de ligne passe, avant d'ajouter: «Mais attention, il ne faut pas croire que grutier, c'est juste un joli boulot bien payé où on est assis et peinar! C'est une profession avec de la pression, du stress et de grosses responsabilités. S'il y a un accident, c'est de notre faute, on n'a pas le droit à l'erreur!» Ces spécialistes travaillent avec une épée de Damoclès suspendue en permanence au-dessus de leur tête.

«L'an passé, il y a eu un incident. Un ouvrier m'a fait signe de descendre un conteneur et il s'est ensuite glissé dessous pour attraper une corde. J'ai senti tout à coup que ma charge touchait quelque chose et je l'ai immédiatement remontée.» Bilan: deux doigts cassés. Sans l'expérience et la réactivité de notre interlocuteur, cela aurait pu mal tourner... «Mon collègue est venu me voir le lendemain pour s'excuser, il m'a dit que c'était lui qui avait fait la bourde, ça m'a soulagé.»

Ce trentenaire a encore été secoué en octobre dernier lorsqu'une grue d'un chantier voisin s'est soudainement effondrée pour des raisons encore inconnues. Presque sous ses yeux. «C'était à Chavannes-près-Renens, on bossait juste à côté. J'étais en train de monter sur ma propre grue quand les premiers secours sont arrivés. Même si je ne connaissais pas le grutier qui est décédé, j'ai dû rentrer à la maison tellement j'étais choqué, bouleversé.»

HEUREUX D'ÊTRE GRUTIER

C'est pour toutes ces raisons, et évidemment aussi pour respecter les règles en vigueur, que ce père de famille ne badine pas avec la sécurité. «Je ne prends aucun risque inutile.» Il fait particulièrement attention à la force du vent, principal ennemi des grutiers. «C'est à nous de prendre la décision d'arrêter si on estime ne plus pouvoir maîtriser la grue.» Bruno Ribeiro Futuro n'est pas homme à jouer avec sa vie et celle des autres.

Midi, heure de la pause. «Le plus souvent, je descends pour aller manger avec mes collègues à la cantine. Mais il m'arrive aussi de grignoter un truc en haut. S'il fait beau, je m'installe sur la passerelle de la contre-fleche, je prends le soleil et je profite du paysage. C'est agréable!» Ce Vaudois d'adoption est bien dans sa grue. «Oui, je suis heureux d'être grutier!» Ses

yeux marron pétillent d'une joie enfantine. Il faut dire que son choix professionnel est en quelque sorte l'aboutissement d'un rêve de gosse. «J'ai toujours été fasciné par les machines de chantier.» A 15 ans, ce Portugais originaire de Travanca, une petite ville située à une cinquantaine de kilomètres de Porto, quitte l'école pour aller travailler dans l'entreprise de construction d'un de ses oncles. C'est là qu'il pilote pour la première fois des grues à l'aide d'une télécommande.

UNE SEULE IDÉE EN TÊTE

A 20 ans, sans diplôme ni CFC, il rejoint son frère aîné en Suisse et s'inscrit dans une agence intérimaire. «J'ai débuté comme maçon.» Sur le chantier, il voit que le grutier s'occupe à la fois de sa grue et de la centrale à béton. «Comme il ne pouvait pas faire les deux choses en même temps, je lui ai proposé de le remplacer.» Après un essai, il met tout le monde d'accord sur ses capacités à manœuvrer des engins de levage et commence à dépanner régulièrement son collègue.

Quelques mois plus tard, Bruno Ribeiro Futuro est engagé chez Implenia. De nouveau en qualité de maçon. «Mais j'avais toujours en tête l'idée de travailler sur des machines.» Alors, dès que l'occasion se présente, il se porte volontaire pour suppléer un grutier qui allait partir en vacances. Ses responsables testent ses aptitudes et finissent par l'envoyer suivre une formation en cours d'emploi au sein de l'École de la construction à Tolochenaz.

A partir de là, il suit le cursus habituel: cours de base pour obtenir un permis d'élève conducteur, pratique intensive sur les chantiers pour peaufiner la technique et acquérir de l'expérience, théorie sur les droits et obligations du grutier, et enfin examens finaux avec à la clé un permis définitif délivré par la SUVA. Lui possède les deux permis existants: le A pour les camions-grues et le B pour les grues à tour pivotante comme celle qu'il dirige aujourd'hui. Cela fait maintenant une quinzaine d'années que cet habitant de Renens est officiellement grutier. Malgré la charge mentale inhérente à ce travail, il ne se verrait pas faire autre chose. «Le temps passe vite là-haut!» En effet, il est déjà 17 heures. Bruno Ribeiro Futuro met sa grue en position girouette, redescend les quelque 2000 échelons qu'il a escaladés le matin même, grimpe sur son scooter et s'en va solitaire rejoindre sa famille. ■

Bruno Ribeiro Futuro exerce un métier à risque qui fait rêver les enfants et fantasmer les adultes: grutier! A 60 mètres au-dessus du sol, aux manettes de sa machine, ce trentenaire alimente en matériel le chantier qu'il domine. Avec rigueur, sang-froid et précision



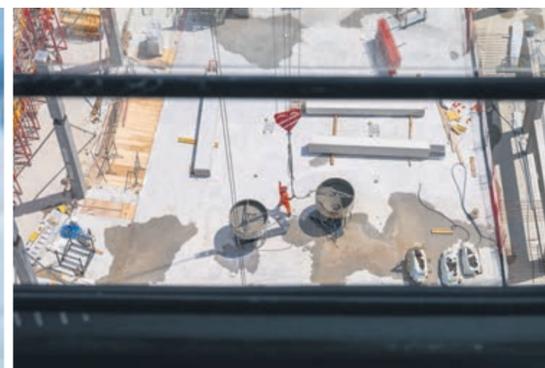
En ce jour de juillet, comme chaque matin, Bruno Ribeiro Futuro grimpe dans sa cabine perchée à 60 mètres de haut. Le vertige, il ne connaît pas.



Dans sa grue, Bruno Ribeiro Futuro est heureux comme un poisson dans l'eau. Il ne changerait de métier pour rien au monde.



Grutier est une profession à haut risque. La moindre erreur peut avoir des conséquences désastreuses, voire même fatales. Il faut un sacré doigté pour piloter avec précision un tel engin de levage, capable de soulever des charges de 16 tonnes.



QUAND LE VIRUS PARLE

Notre chroniqueur Christophe Gallaz signe un essai, «Les mystères d'une pandémie», qui revient sur cette période surréaliste pour en tirer des enseignements écologiques urgents

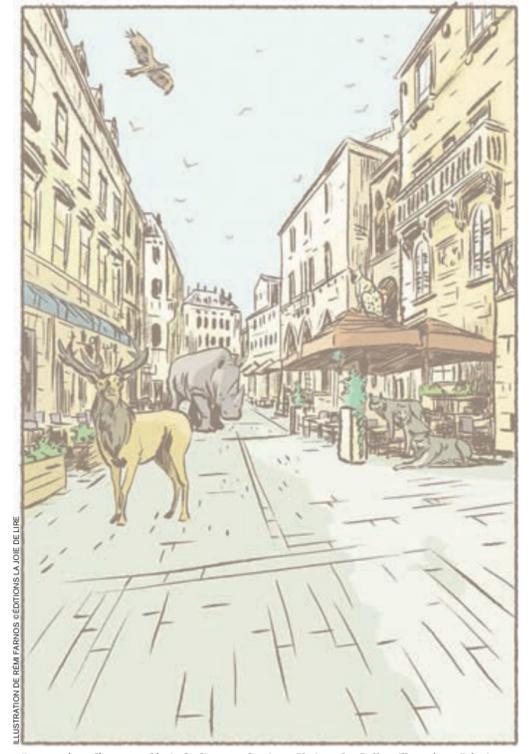
Aline Andrey

«**B**onjour, chers jeunes des sociétés humaines actuelles et chers adultes dont l'esprit reste agile. Je suis le virus. Le coronavirus. Celui de la pandémie, mot qui désigne une épidémie répandue sur toute la planète. Celui qui connaît beaucoup de choses et vous adresse la parole. Dans les livres on peut tout se permettre, comme dans la nature qui se réinvente à l'infini...» Ainsi commence le livre *Les mystères d'une pandémie: le discours du virus*, écrit par Christophe Gallaz et illustré par Rémi Farnos. Un petit essai publié par La Joie de Lire, destiné au jeune public, mais pas seulement. Les références y sont nombreuses, de la littérature aux sciences en passant par l'Histoire, à commencer par une citation de Marcel Proust: «Le seul véritable voyage, le seul bain de Jouvence, ce ne serait pas d'aller vers de nouveaux paysages, mais d'avoir d'autres yeux, de voir l'univers avec les yeux d'un autre, de cent autres, de voir les cent univers que chacun d'eux voit, que chacun d'eux est.»

Christophe Gallaz donne le ton. Tantôt poétique, philosophique, historien ou scientifique, il dresse le portrait du Covid-19 ou, plus exactement, tel un ventrilogue, il laisse se présenter: «Co» pour corona, «vi» pour virus, «d» pour *disease* (maladie), et 19 pour l'année où il a été découvert. Au vu de sa taille, 1,2 à 1,6 milliardième de centimètre, il n'est décelable qu'à des températures de l'ordre de -196°C.

«SUICIDE COLLECTIF»

Si le ton est léger, l'auteur nous invite à réfléchir aux déséquilibres planétaires provoqués par un certain pan de l'humanité et aux dangers qui guettent cette dernière, ce «suicide collectif» de l'«espèce humaine», elle-même «arme de destruction massive», comme l'assène le secrétaire général des Nations unies. Eco-lucide, Christophe Gallaz distille toutefois de l'espoir et de la poésie tout au long du récit. Il rappelle l'urgence, tout en remontant loin dans le passé jusqu'à la naissance de la famille des virus il y a 3,5 milliards d'années, avant de dérouler l'évolution de la vie jusqu'au dégel du permafrost qui permet le réveil de certains des leurs... Un cycle qui prend l'allure d'une tornade, en passant par d'autres pandémies, pour dessiner les contours de la crise écologique. «Si l'humanité tout entière se comportait comme les Helvètes, il lui faudrait chaque année les ressources de trois planètes», fait-il dire au virus. Politique, Christophe Gallaz pourfend les politiciens issus des sphères écocidaires et les tribunaux qui condamnent les lanceurs d'alerte. Psychologue, il cite aussi Vincent Barras, historien de la médecine, qui rappelle notre capacité de résilience et d'oubli: «Notre génome culturel a conservé la mémoire des épidémies passées. Nous savons que nous sommes des survivants. En même temps, nous ne voulons pas nous en souvenir. C'est tout le paradoxe.» Plus largement, l'auteur en appelle à redéfinir profondément les liens entre les vivants: «En déployant votre sensibilité collective plus largement, comme si vous deveniez tous poètes, de telle sorte que le moindre ver de terre vous apparaisse indispensable à la vie sur la planète.» A la manière de cette petite fille, fil rouge du récit, au petit manteau bleu qui n'a ni peur de marcher dans la forêt, ni du loup, ni de caresser le ventre d'un escargot. ■



Les mystères d'une pandémie: le discours du virus. Christophe Gallaz, illustré par Rémi Farnos, Ed. La Joie de Lire, collection Les Mystères de la connaissance, Genève, 2023, 96 p.

HISTOIRE

NOTRE AVS A 75 ANS

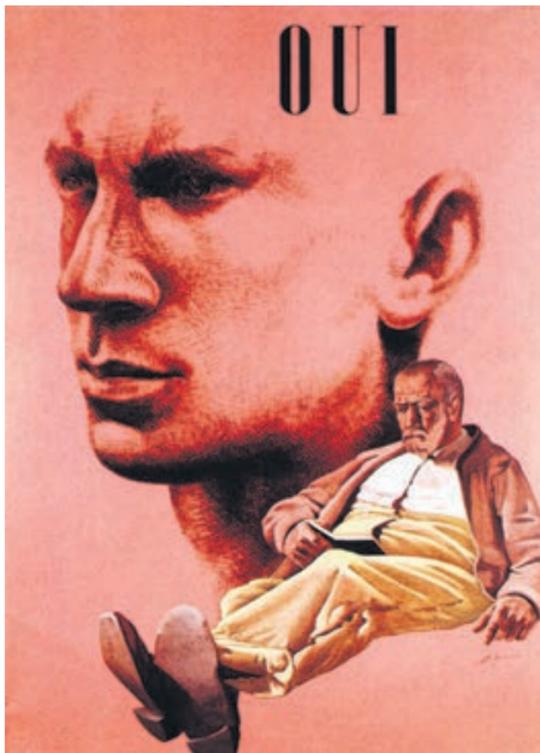
Pierre Aguet

La guerre de 14-18 avait créé une misère dont on n'a pas idée. Une misère telle, que les syndicats suisses arrivent, pour la première et seule fois de leur histoire, à faire une courte, mais remarquable grève générale en 1918. Époque particulièrement terrible puisqu'il faut encore affronter la grippe espagnole qui affecte deux millions de Suisses et de Suissesses et en tue 24 449. Les grévistes réclament entre autres la création de l'AVS et obtiennent son inscription dans la Constitution fédérale en 1925. Un projet défendu par le conseiller fédéral Edmund Schulthess est refusé en 1931. Il prévoit un versement annuel de 200 francs dès l'âge de 66 ans. S'ajoutent les refus de ceux qui veulent maintenir le monopole du secteur privé et de ceux qui considèrent que l'on se moque d'eux.

Quelques chiffres. Illustrons la situation de ce pays qui n'a pourtant pas pris part à la guerre. De nombreuses usines ferment leurs portes puisque les hommes sont à la frontière. Souvent manufactures de luxe, elles ne peuvent reprendre leur activité que très lentement. Exemple: en 1921, 42 usines et fabriques disparaissent dans le canton de Berne et 95 dans le canton de Vaud. La même année, un tiers des habitants de la ville de Berne sont aux poursuites pour n'avoir pas payé leurs impôts. C'est *L'Echo suisse*, revue des Suisses de l'étranger, qui publie ces chiffres. En janvier 1922, il y a cent mille chômeurs sur une population de quatre millions d'habitants. Les autorités communales et nationales encouragent les Suisses à quitter le pays. Nonante mille personnes l'ont fait en quatre ans, estime *L'Echo suisse* en 1923: Venezuela, Brésil, Maroc, Albanie. En 1920, mille sept cents personnes s'établissent au sud-ouest de la France. Les campagnes ne sont plus cultivées, les paysans étant morts à Verdun. Madeleine Knecht-Zimmermann, qui a vécu ce phénomène dans son enfance, en témoigne dans *Cathala*, et affirme qu'ils étaient environ trois mille dans le Lot-et-Garonne en 1926 et vingt-cinq mille immatriculés au Consulat de Bordeaux.

Pourquoi ce rappel? Que vient-il faire dans l'évocation de la naissance de l'AVS? Lors de la Seconde Guerre mondiale, les autorités suisses comptent, depuis l'acceptation des élections à la proportionnelle, un groupe socialiste actif. Elles s'obligent, en 1939-1945, à prendre en compte la misère subie lors de la guerre précédente. Elles créent les caisses APG, assurance pour perte de gain. Ces dernières sont gérées par les associations patronales, ce qui limite ainsi l'intervention de l'Etat et des syndicats. Elles peuvent aider les familles restées sans ressources à la maison, le père étant sous les drapeaux. A la fin de la guerre, ces caisses disposent d'une fortune importante (deux milliards de francs?) et d'une petite infrastructure de prélèvement et de distribution.

Or, selon Pierre Béguin, rédacteur du *Journal de Genève* qui lui a rendu hommage le 24 avril 1942, c'est l'étudiant en sciences politiques et secrétaire de l'USS, Charles-Frédéric Ducommun, qui propose de relancer un projet d'AVS construit sur le modèle des APG. Après un premier refus, dès 1943, le gouvernement prend cette idée au sérieux et c'est un conseiller fédéral radical, Walther Stampfli, qui se fait le champion du projet en 1946 et 1947. Ce projet est suf-



Il faudra attendre 1947 pour que l'AVS voie le jour. Ici, une affiche de l'artiste Hans Erni pour cette votation qui s'est déroulée le 6 juillet de cette année-là. La loi introduisant l'AVS a été acceptée par 80% des votants.

fisamment modeste pour que les caisses de pension dont il est un des lobbyistes, puissent continuer leurs bonnes affaires. Le peuple tranche le 6 juillet 1947 et, avec une participation jamais égalée, le oui l'emporte à 80%.

En 2023, les milieux financiers n'ont pas désarmé. Ils font toujours tout ce qu'ils peuvent pour freiner le développement harmonieux du premier pilier et misent tout sur LEUR deuxième pilier. La nécessité d'une retraite sereine pour tous leur permet, en jonglant avec nos milliards, de prélever de confortables plus-values s'ils peuvent les gérer eux-mêmes. Selon *Le Courrier* du 26 janvier 2023, les frais de gestion des caisses de pension ont atteint 6,8 milliards de francs en 2020, chiffres fournis par le Contrôle fédéral des finances. Soit 1500 francs par an et par assuré. L'article 112 de la Constitution, voté en 1925, n'est toujours pas respecté.

Ce Charles-Frédéric Ducommun avait raté son entrée comme apprenti à la Poste. Il est allé travailler aux CFF. Cela ne lui convenait pas. Il a repris des études. Après son bac, il a étudié les sciences politiques à l'EPFZ et commencé son activité professionnelle à l'USS. Il a ensuite été le chef du personnel de Nestlé, puis de Swissair. Enfin, peu après l'instauration de la formule magique au Conseil fédéral le 17 décembre 1959, on l'a prié de prendre la direction générale de la Poste. Ce fut, avec lui plus que contre lui, que j'ai été appelé pour la première fois à animer un débat contradictoire. Puisque l'occasion nous en est donnée, rendons à César ce qui est à César et à Charles-Frédéric ce qui est à Ducommun. ■

MANIF

INFOS PRATIQUES TOUTES ET TOUS À LA MANIFESTATION SALARIALE À BERNE LE 16 SEPTEMBRE!

La mobilisation pour le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires et des rentes aura lieu le samedi 16 septembre à Berne.

Rendez-vous est donné à 13h30 à la place Schützenmatte à quelques pas de la gare de Berne. Le cortège démarra à 14h pour parcourir les rues de la capitale. Dès 15h environ la manifestation se déroulera sur la Place fédérale. Discours et musique sont prévus. Pour se rendre à Berne, des transports gratuits sont organisés. Un train spécial partira de Genève au milieu de la matinée. Il s'arrêtera à Nyon, Lausanne et Fribourg. Pour les autres localités, des billets de raccordement ainsi que des transports en train ou en bus sont disponibles. ■

Horaires et inscriptions pour les transports:

BIENNE:
12h Rassemblement devant la gare. Départ à 12h22. Retour à 16h42.

Inscriptions: bienne-soleure.unia.ch/manif-salariale

FRIBOURG:
12h20 Rassemblement à la gare. Départ du train spécial à 12h45.

Retour: train régional BLS à 16h45.

Inscriptions: fribourg.unia.ch/manif-salariale

GENÈVE:
10h Rassemblement à la place Lise-Girardin (anc. place des 22-Cantons).

Départ du train spécial à 10h32.

Retour avec l'IC de 16h34 ou avec l'IR de 17h04.

Inscriptions: geneve.unia.ch/manif-salariale

NEUCHÂTEL:

Bus gratuits, départs:

Le Locle, 11h25.

La Chaux-de-Fonds, 11h45.

Neuchâtel, 12h15, esplanade de la Maladière.

Départ de Berne pour le retour vers 16h30.

Inscriptions: neuchatel.unia.ch/manif-urgence-salariale

TRANSJURANE:

Porrentruy à 11h40, gare CFF.

Delémont à 12h12, gare CFF.

Moutier à 12h22, gare CFF.

Inscriptions: transjurane.unia.ch/manif-salariale

VALAIS:

Martigny à 11h, place de Rome.

Monthey à 11h15, Manor.

Sierre à 10h30, parking extérieur de Manor.

Sion à 10h45, place des Potences.

Inscriptions sur: valais.unia.ch/manif-salariale

VAUD:

Nyon (train spécial) rendez-vous à 10h30 à la gare, train à 10h48.

Lausanne (train spécial) rendez-vous à 11h à la gare, train à 11h17.

Trains de raccordement:

Aigle à 10h15, gare.

Vevey à 10h30, gare.

Morges à 10h45, gare.

Yverdon à 11h, gare.

Payerne à 11h30, gare.

Retour par le train ordinaire de 16h34 pour Yverdon et Payerne.

A 16h34 ou à 17h04 pour Lausanne, Morges, Nyon, Vevey et Aigle.

Inscriptions sur: vaud.unia.ch/manif-salariale

ERRATUM

LA CHAUX-DE-FONDS/LE LOCLE - APRÈS LA TEMPÊTE...

Une erreur s'est glissée dans la note aux membres Unia de la Région Neuchâtel envoyée par e-mail fin juillet et publiée dans la version papier de *l'Événement syndical* du 9 août. L'indemnité appliquée dans la situation où certaines sociétés seraient contraintes de limiter leurs activités en raison des dégâts dus à la tempête n'est pas l'indemnité intempéries mais l'indemnité liée à une réduction de l'horaire de travail (RHT). Les indemnités RHT doivent être demandées par l'employeur et sont octroyées sous certaines conditions. Le site du Service de l'emploi du Canton de Neuchâtel offre plus d'informations à ce sujet. Le syndicat Unia reste à la disposition de ses membres pour toutes informations complémentaires. ■
La Rédaction

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

La permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch. En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

BULLE - CHALET DE L'ENTRAIDE DE MONTBARRY-LE PÂQUIER

Locations: veuillez vous adresser à M. et Mme Carlos et Augustina Pinto au 078 803 62 43 ou carlosmendes614@gmail.com

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Réception: rue des Gares 12, 1201 Genève.

Guichets: 9h-12h et 14h-17h, sauf lundi matin.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

De 8h à 12h et de 13h30 à 17h,

sauf le mercredi après-midi.

Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client

Formulaires U1: geneve.pdu1@unia.ch

GROUPE DES RETRAITÉS

Comité des retraités

Les réunions du comité des retraités, ouvertes à tous les membres, ont lieu tous les 2^e mardis du mois, dans les locaux du syndicat, 5, ch. Surinam.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier, permanences syndicales

Les réunions de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 10h à 12h.

Le Locle

Ouverture du secrétariat

Mardi et jeudi, de 10h à 12h et de 15h à 18h.

Permanence téléphonique pour toute la région:

du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h au 0848 203 090.

GROUPE D'INTÉRÊTS DES RETRAITÉS

Séance du comité

Faisant suite à notre réunion du 29 juin dernier, nous vous rappelons que notre prochaine

séance du comité aura lieu le **vendredi 25 août de 14h30 à 16h**, au secrétariat Unia de Neuchâtel, salle du 1^{er} étage.

Ordre du jour (propositions): **1.** Salutations et accueil. **2.** Notes de décisions du 29 juin 2023 (Henri), remarques et approbation. **3.** Meeting

TRANSJURANE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Secrétariat de Delémont

Téléphone: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30; vendredi de 9h à 11h30

ou 0848 421 600.

Delémont, rue de la Jeunesse 2, 2^e étage: lundi au jeudi de 9h à 11h30 et de 13h30 à 17h30.

Porrentruy, rue des Baïches 18: lundi de 13h30 à 17h30.

Tavannes, rue du Quai 20: jeudi de 13h30 à 17h30.

Saint-Imier, rue Francillon 20: mardi de 13h30 à 17h30.

CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h. Le bureau de la caisse de chômage a déménagé. Il se trouve à la place de la Gare 11.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

GROUPE DES RETRAITÉS

Sortie annuelle

La sortie aura lieu **mercredi 13 septembre**, avec la visite de la Brasserie Feldschlösschen.

Programme: **8h45:** départ de Delémont, parking du Gros-Pré, en direction de Bâle - Rheinfelden.

10h: visite de la Brasserie Feldschlösschen, l'une des plus belles du monde. Vous

découvrirez les secrets du brassage de la bière dans le plus populaire des châteaux de Suisse. Sous la conduite d'un guide, vous

avez pendant env. 1h30 un aperçu de l'univers Feldschlösschen suivi d'une dégustation de bières.

12h15: reprise du car pour se rendre au restaurant Dornhof au-dessus de Magden.

Au menu: salade de saison, escalope de porc à la crème, nouilles au beurre, garniture de légumes. Après le repas, retour à Delémont (heure à définir). Sont compris dans le prix: le voyage en car tout confort, la visite guidée de la brasserie Feldschlösschen, le repas de midi avec les boissons.

Prix variable selon le nombre de personnes inscrites.

Membres: entre 80 fr. et 60 fr.

Non membres: entre 100 fr. et 80 fr.

Inscriptions jusqu'au 31 août auprès de Denis Berger au numéro: 032 422 79 42, ou auprès de Romain Cuttat au numéro: 032 421 10 56.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny, Monthey: de 9h à 11h30.

Permanences du soir

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:

Martigny, Monthey, Sierre, Sion

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h,

mercredi de 8h30 à 11h30, jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de

téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font **uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundi, mardi et jeudi de 14h à 18h.**

Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone. Le secrétariat de Payerne est fermé jusqu'à fin août.

Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne, Vevey, Aigle, Morges, Nyon, Crissier, Yverdon, Payerne, Le Sentier

En lieu et place de l'envoi d'e-mails, les demandeurs d'emploi doivent désormais

contacter la caisse de chômage au moyen du formulaire de contact internet disponible sur la page d'accueil sans-emploi.ch.

L'objectif de ce formulaire est de fournir des réponses à de nombreuses questions via la FAQ, il permet d'éviter de l'attente au téléphone et fluidifie le traitement.

Le formulaire permet en outre de télécharger les documents manquants directement sur cette page. Nous restons évidemment accessibles aux assurés par téléphone au 058 332 11 32 (numéro unique pour la Suisse Romande).

POUR UN SYSTÈME ALIMENTAIRE JUSTE ET DURABLE

Face aux marges faramineuses et opaques de la grande distribution sur les produits agricoles, Uniterre lance une campagne pour des prix équitables

Textes Aline Andrey

Jeu 17 août, sur la Place fédérale, Uniterre a lancé sa campagne «Des prix équitables, maintenant!» avec le slogan «Les paysans et les paysannes se font rouler dans la farine». Et avec eux, les consommatrices et les consommateurs. Appuyée notamment par des associations de petits paysans et de soutien au lait équitable, ainsi que par le collectif Grondements des terres et le CETIM, l'organisation paysanne indépendante a dénoncé les marges indécentes de la grande distribution aux dépens des producteurs et des consommateurs. «La durabilité économique des domaines agricoles est une condition *sine qua non* pour un système agroalimentaire durable!» souligne Uniterre, qui dénonce le duopole Coop et Migros qui contrôle près de 80% du commerce de détail. L'organisation s'insurge contre une fixation des prix opaque et demande aux autorités d'intervenir pour réglementer le marché afin de protéger le monde agricole et les citoyens.

LE PAIN AU CŒUR DE LA POLITIQUE

Uniterre concentre sa campagne de sensibilisation sur la filière du blé panifiable, le pain étant un aliment de base essentiel et «un reflet de nos choix politiques». «Ce n'est pas de l'utopie d'exi-

ger des prix équitables. Ce qui est utopique, c'est de penser que les choses vont évoluer positivement toutes seules, que le marché va tout régler. Ça n'a jamais été le cas et ça ne sera jamais le cas», écrit l'organisation dans un communiqué.

Ses revendications: la prise en compte des coûts de production réels des denrées alimentaires; l'interdiction des pratiques commerciales déloyales, notamment celle d'acheter en dessous des coûts de production; l'élargissement des tâches de l'Observatoire des prix pour assurer une information claire et transparente tout au long des filières et le calcul des prix rémunérateurs; le renforcement du pouvoir de négociation des agriculteurs et des agricultrices; le développement de contrats obligatoires avec un prix rémunérateur minimal garanti couvrant les coûts de production, un préfinancement de la production et la surveillance du respect de ces contrats. Concernant plus spécifiquement la filière du blé panifiable, Uniterre demande: une protection douanière plus forte, car les producteurs sont sous la pression des importations bon marché; la fixation des prix avant le semis des cultures, en lien avec les coûts de production réels et non pas seulement un mois avant la récolte comme c'est le cas aujourd'hui; la transparence dans la provenance des farines et des produits pour les consommateurs, ainsi que dans les marges dégagées tout au long de la filière.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

Cet automne, deux initiatives parlementaires, déposées en septembre 2022, seront traitées au sein de la Commission de l'économie. La première, intitulée «Pour un observatoire des prix efficace dans les filières agroalimentaires», demande que les marges soient publiées à chaque étape et que tous les acteurs soient associés dans la négociation des prix. Elle est soutenue par des membres de différents partis,



Marre de se faire rouler dans la farine! Des paysans, soutenus par des parlementaires, des artisans et diverses associations, ont lancé le 17 août sur la Place fédérale une campagne pour des prix équitables, avec en ligne de mire les pratiques commerciales opaques et les marges indécentes de la grande distribution.

par la FRC, Uniterre et l'Union suisse des paysans. La seconde demande «un Ombudsman agricole et alimentaire»,

soit un organe de médiation indépendant afin de surveiller les pratiques et d'assurer des prix couvrant les coûts de

production. Premier pas vers davantage de transparence? ■

DES PAYSANS ET DES CONSOMMATEURS ROULÉS DANS LA FARINE

Dans son dossier de campagne, Uniterre rappelle en préambule que «la libéralisation des marchés agricoles, survenue dans les années 1990, a entraîné un rapport de force totalement déséquilibré: la grande distribution, du fait de son pouvoir démesuré, impose ses prix et perçoit des marges énormes sur le dos des producteurs et des productrices». Le système agricole dominant pousse à l'agrandissement des exploitations, à l'endettement et à la disparition d'une agriculture familiale. Le rapport de force est inégal, que ce soit dans la négociation des prix ou le partage des risques, puisque les paysans préfinancent la production et les risques durant la croissance (maladies, ravageurs, aléas climatiques de plus en plus intenses)... Concernant la filière du blé panifiable, l'organisation paysanne revient sur le développement au fil des années de semences répondant de plus en plus aux impératifs de l'industrie. Avec des conséquences néfastes pour les petits producteurs et les consommateurs: «De nombreuses variétés peuvent être déclassées en raison de leur teneur "trop faible"

en gluten.» De quoi faire bondir les allergiques à ce mélange de protéines apportant viscosité et élasticité. De surcroît, si les importations de céréales sont encadrées par un régime de protection aux frontières (contingent fixé par la Confédération), celles des produits boulangers surgelés ne le sont pas. De surcroît, l'origine des marchandises n'est souvent pas déclarée. Résultat: le nombre d'agriculteurs suisses diminue (de 18 615 en 2008 à 14 500 en 2019), de même que les minoteries (143 en 1995 contre 39 en 2021), les boulangeries et autant d'emplois. Face à ce système agricole et commercial mortifère, Uniterre s'insurge contre les autorités politiques qui «préfèrent déboursier de l'argent public au travers des paiements directs (donc nos impôts!) plutôt que de réglementer le marché». Et de conclure: «Si nous voulons assurer la sécurité alimentaire de notre pays et augmenter le nombre de personnes actives dans l'agriculture suisse, des prix équitables et rémunérateurs sont nécessaires et urgents.» ■



Cet été, le collectif Grondements des terres, par diverses actions, a mis en évidence les profits de Coop et de Migros au détriment du monde paysan et des consommateurs.

GRONDEMENTS DES TERRES

LAUSANNE NOUVELLE ALARMANTE POUR LA POSTE DE SAINT-FRANÇOIS



Les heures de l'office de poste historique situé au cœur de la capitale vaudoise sont-elles définitivement comptées? C'est bien ce que craint le collectif «La Poste doit rester à Saint-François», soutenu par de nombreuses organisations, partis et syndicats, dont Unia et l'Union syndicale vaudoise. Après des mois de mobilisation contre le risque de fermeture, dévoilé au printemps 2022, et une pétition déposée en mars dernier et munie de 2295 signatures, rien n'a bougé. Au contraire. Une nouvelle action, de fermeture symbolique du bureau postal, s'est déroulée vendredi dernier (photo) pour attirer l'attention sur une nouvelle préoccupation: le permis de construire a été délivré par la Commune de Lausanne pour les importants travaux de rénovation du bâtiment plus que centenaire, propriété de la société immobilière zurichoise PSP Real Estate. Cette dernière souhaite le transformer et y aménager un vaste espace commercial. Par cette action, le collectif entend «sonner l'alerte» et «obtenir enfin, de la part des acteurs du dossier, une garantie quant à la pérennité de ce point d'accès aux prestations postales, essentiel pour les PME et les habitants». Jusque-là, aucune garantie n'a été obtenue, ni de la part de La Poste, ni de celle du propriétaire qui refuse de répondre aux sollicitations du collectif. ■ SH

OLIVIER VOELSANG

Pour des soins de qualité

Le colloque des soins du 2 septembre exposera le point de vue du personnel et de la société civile sur les conditions indispensables pour mettre en œuvre des soins de qualité, notamment dans les EMS

Manon Todesco

Le secteur des soins est en pleine crise. Alors que le nombre de malades – notamment âgés – augmente, les soignants désertent la profession à cause de mauvaises conditions de travail et de manque de moyens accordés au secteur. Les soins de longue durée, notamment dans les EMS, sont particulièrement touchés, retirant au personnel le plaisir d'exercer son métier.

A l'occasion de son prochain colloque des soins, qui se tiendra le 2 septembre à Berne, Unia invite à se pencher sur la notion de «soins de qualité». Qu'est-ce que c'est, et quelles conditions réunir pour les réaliser? Des soignants et des représentants de différentes organisations de la société civile se positionneront sur la question.

PROGRAMME DENSE

En vue de ce colloque, Unia et la Haute école spécialisée de la Suisse italienne (SUPSI) ont lancé un projet

de recherche afin de connaître le point de vue des soignants qui exercent en EMS. «Nous nous pencherons d'abord sur les premiers résultats de cette enquête», annonce Enrico Borelli, coresponsable de la branche des soins pour Unia.

«Nous aurons ensuite le point de vue des soignants, des aides-soignants, des patients, des retraités et de la médecine de la personne âgée sur leur définition des soins de qualité.» Pour la perspective internationale, une chercheuse et une syndicaliste belges témoigneront de leur réalité. Une table ronde réunissant scientifiques, politiques, soignants et syndicalistes s'interrogera ensuite sur les conditions à réunir pour assurer des soins qualitatifs et la sécurité des soins pour les personnes âgées. «Enfin, la journée se terminera avec une ouverture sur le futur à travers la rédaction d'un manifeste reprenant des revendications concrètes en faveur de soins de qualité en Suisse», poursuit le responsable syndical.

UNE PROBLÉMATIQUE SOCIALE

Ce colloque spécialisé s'adresse aux soignants engagés, à leurs associations, aux organisations et aux particuliers qui réfléchissent à la couverture des soins pour les groupes qui les concernent. «L'objectif de cette journée est de positionner les soins comme une thématique de société mais aussi politique, expose Enrico Borelli. Tout le monde est concerné par ce sujet. Il faut constituer une alliance large et forte afin de parler d'une seule et même voix.» Des places sont encore disponibles pour y participer! ■

Infos pratiques
Colloque des soins, samedi 2 septembre, de 9h30 à 15h30.
Hôtel Bern, Zeughausgasse 9, Berne.
Participation gratuite pour les membres d'Unia.
Programme détaillé et inscriptions sur: unia.ch/fr/monde-du-travail/de-a-a-z/secteur-des-services/soins-et-accompagnement/colloque-des-soins

UNE MINE D'OR SUR GRAND ÉCRAN

Le documentaire *Or de vie*, du réalisateur Boubacar Sangaré, plonge dans le quotidien d'un adolescent orpailleur au Burkina Faso. Brillant

Propos recueillis par Aline Andrey

Aussi rare qu'un bon filon, le documentaire *Or de vie* de Boubacar Sangaré filme de l'intérieur un site d'orpaillage artisanal au Burkina Faso. Plus que l'histoire d'une exploitation, le cinéaste s'attache à conter le quotidien d'un adolescent. Rasmané, surnommé *Bolo*, grandit dans ce milieu hors du temps et de l'espace. Pendant trois ans, le réalisateur burkinabé le suit, entre haricots à cuisiner, cigarettes à fumer, descentes sous terre et étoiles pleines les yeux à l'idée de trouver la veine. Après Berlin et Ouagadougou, Innsbruck, Tenerife, l'Irlande, le Kosovo, raflant plusieurs prix, le film a été montré lors du 17^e Festival cinémas d'Afrique à Lausanne le week-end dernier. Il sera projeté cette semaine en Ardèche lors des Etats généraux du film documentaire. C'est en France aussi que Boubacar Sangaré vit depuis 2015. A Lyon, puis à Paris, où il termine un doctorat en droit sur la structuration juridique du marché audiovisuel en Afrique de l'Ouest. Entretien avec le jeune réalisateur, présent pour la première fois à Lausanne.



Le documentaire retrace l'évolution du jeune Rasmané, alias *Bolo*, de 16 à 19 ans.



Des enfants travaillent aussi sur le site, notamment comme charretiers.



Le site d'orpaillage de Bantara dans le sud-ouest du Burkina Faso est composé de nombreux petits groupes de mineurs artisanaux.



La fraternité prédomine entre les travailleurs qui passent nuit et jour sur le site.

QUESTIONS REPONSES

Quelles sont les origines de ce documentaire ?

J'étais en visite dans mon petit village du sud-ouest du Burkina, quand j'ai vu une femme sur un scooter, un bébé accroché dans le dos, se rendre dans la mine pas loin. Je me suis alors interrogé sur l'avenir de cet enfant. Et j'ai eu envie de parler de ces jeunes qui grandissent dans cet univers à part. En 2013, j'ai fait quelques repérages. Mon idée de suivre un adolescent dans son évolution physique et psychologique s'est développée. Avec l'équipe de tournage, c'est



Boubacar Sangaré était présent à la 17^e édition du Festival cinémas d'Afrique à Lausanne.

par hasard que nous avons rencontré Rasmané sur le site de Bantara au sud-ouest du pays. Nous l'avons remarqué au milieu d'un groupe, car il était différent des autres, bavard, brillant... Nous avons fait connaissance, et tout a commencé. Filmer sur le site n'a jamais été difficile.

La caméra est comme transparente. Comment avez-vous tourné ?

Longuement et en retournant sur place de multiples fois durant trois ans. Au début, les mineurs nous taquinaient, puis ils nous oublièrent. Nous étions là et nous n'intervenions presque pas. Nous avons quelques fois posé des questions, comme celle sur l'origine de l'or. Je ne m'attendais pas du tout à ce dialogue aussi long. Pour eux, ce sont les génies qui choisissent à qui ils vont le donner. Dans l'orpaillage artisanal, la prospection n'existe pas. Ils creusent à l'aveuglette. Il suffit qu'une ou deux personnes en trouvent pour que tout le monde croie en sa chance.

Vous étiez là aussi lorsqu'un incendie s'est déclenché...

Les incendies sont fréquents dans les mines. Dans le cas précis, lors de cette scène, nous voulions parler de l'accident d'un homme tombé dans une galerie d'une hauteur de 160 mètres... Les policiers présents avaient un peu bu et n'étaient pas vraiment collaboratifs, donc on n'a pas pu filmer la remontée du corps. En nous retournant, nous avons vu le feu...

Vous-même avez travaillé sur un site d'orpaillage, adolescent...

Pendant les vacances, tous les enfants du village y allaient, car on nous disait qu'on pouvait se faire de l'argent facilement. En fait, ce n'était pas si facile. Pour ma part, je transportais

de l'eau, je pilais des pierres, mais je ne suis jamais descendu dans les galeries, au contraire de mon frère. Pour le film, par contre, j'y suis allé, comme toute l'équipe de tournage. Heureusement, cette galerie était fortifiée par une structure en ciment et non en bois – ce qui est beaucoup plus dangereux. Je dois dire que j'ai eu davantage peur à l'idée de descendre que lorsque j'y étais.

Pourquoi autant de jeunes travaillent dans l'orpaillage ?

C'est une histoire de survie, mais aussi une forme de liberté qui s'ouvre à eux. Au Burkina Faso, l'éducation familiale est très stricte. Quand tu travailles dans une mine, tu peux fumer, boire, rêver à l'argent. Tu découvres la liberté, même si c'est dur, car l'attente est longue et le désespoir guette. Les parents de Rasmané, qui vivent tout au nord du Burkina Faso, voulaient que leur fils rentre, mais ils n'avaient pas les moyens de lui offrir une éducation.

La fraternité et le rire sont très présents dans le film... est-ce représentatif ?

Ils vivent des moments de tension, mais la fraternité prédomine. Ils sont liés par le travail avant tout, mais vivent ensemble jour et nuit. Chacun est le miroir de l'autre, des modèles d'évolution pour Rasmané. Il y a Salam le sarcastique, Koro qui s'évade dans le mystère, les esprits, et Abdou le pragmatique. Ce petit groupe d'orpailleurs représente la nouvelle famille de l'adolescent.

Même si le documentaire montre aussi la dureté de la situation, *Or de vie* n'est pas du tout misérabiliste...

Je voulais surtout parler de l'évolution d'un adolescent courageux, dont le rêve se transforme en désespoir,

en même temps qu'il passe de l'enfance à l'âge adulte, entre 16 et 19 ans. L'adolescence s'effrite, parallèlement à la pollution de l'environnement. Les si nombreuses cigarettes fumées font écho métaphoriquement à la fumée des moulins utilisés pour pomper l'eau, amener ou sortir l'air (un gaz s'échappe de la roche lorsqu'on la fait exploser). Le bruit de ce compresseur est ainsi omniprésent dans la bande-son du film. Si je montre les conséquences de l'orpaillage sur l'humain et sur l'environnement, je me positionne surtout du point de vue des travailleurs des mines. Dans la société burkinabée, ils sont très mal vus. Ce sont des marginaux, porteurs de tous les maux sociaux, même si une personne sur 18 dans le pays vit du travail de la mine, dont environ 300 000 enfants.

Quelle est la situation des femmes, quasi absentes du documentaire ?

Elles ne sont pas vers les galeries, où les hommes creusent. Elles vivent et travaillent dans le marché, le *yaar*, là où on écrase les pierres, où le processus de transformation se fait, où il y a aussi les cafés, les bars... Les femmes trient les résidus, achètent les minerais, cuisinent... La prostitution

est présente bien sûr, et est racontée au travers des moqueries à l'encontre de Rasmané.

Quelle a été la réaction de Rasmané au moment de la Première à Ouagadougou ?

Il a beaucoup ri. C'est à ce moment-là qu'il a véritablement compris ce qu'on avait fait pendant si longtemps. Il a maintenant 21 ans, vient d'avoir un enfant, s'est marié et poursuit une formation dans la conduite d'engins de chantier payée par la maison de production du film. Cela lui a pris un peu de temps avant d'accepter notre proposition. Il a travaillé encore un peu dans d'autres mines, en Côte d'Ivoire aussi, jusqu'à ce qu'il me dise: «Okay, je suis prêt.» Un autre enfant du film, Missa est à l'école. Et nous cherchons encore des financements pour la formation de deux autres enfants via le site de financement participatif *share-doc**. Nous espérons pouvoir montrer le film sur le site d'orpaillage où l'on a tourné, et dans d'autres festivals bien sûr. ■

* Pour participer à la récolte de fonds, aller sur: share-doc.org/fr/d/39001/a-golden-life

DE RAMBO À RASMANÉ

Boubacar Sangaré est parti de rien. Ou presque. «Je vivais dans un village, sans eau courante, ni électricité. Souvent, pendant les vacances, nous nous rendions dans la famille de mes parents au Mali. Avec des amis, on allait chez les voisins voir des films. Au Burkina, je partais vendre le poisson de ma mère dans un village voisin à 14 kilomètres. Je dormais sur place, et j'en profitais pour aller à la vidéothèque. Je voulais faire du cinéma, mais je n'avais comme référence que des films américains, d'action, les seuls à disposition.» Vers l'âge de 8 ans, il se souvient avoir menti à ses parents pour aller voir une projection organisée à trois kilomètres de chez lui, la nuit. «Avec mes camarades, nous sommes arrivés au milieu du film *Rambo 2*, quand il mange un ver de terre. Cette scène est restée gravée.»

Le jeune Boubacar, bon élève, rêve d'entrer à l'école de cinéma, mais les études sont trop chères. Il choisira donc la Faculté de droit à l'Université de Ouagadougou, la capitale, avant que ses parents ne réussissent à trouver les fonds pour lui permettre de mener les deux formations de front. Arrivé à Lyon en 2015, pour un master en droit du cinéma, il écrit aujourd'hui sa thèse de doctorat à Paris, tout en faisant de nombreux voyages au pays, pour filmer surtout.

Paradoxalement, son cinéma est à l'opposé d'un blockbuster américain. Boubacar Sangaré développe un point de vue porté par une esthétique forte. Dans *Or de vie*, la forme rejoint le fond au travers d'une lenteur bienvenue, relatant l'attente et la patience, qualité inhérente à l'orpaillage comme au caméraman. Le quotidien est raconté sans fard, sans misérabilisme ni recherche de spectaculaire.

«Techniquement, faire du cinéma en Afrique est certainement plus facile qu'il y a vingt ans, mais c'est relatif», souligne Boubacar Sangaré. Beaucoup de gens sans formation filment avec un appareil photo ou un téléphone et sont projetés deux semaines dans une salle à Ouaga. Quand on a des ambitions internationales, c'est autre chose. Il n'y a quasi pas de financement.» En septembre, il retournera au pays pour continuer le tournage de son prochain documentaire dont il a déjà le titre: *Djéliya, mémoire du mandingue*. Au cœur de son projet, deux griots – à la fois porteurs de la mémoire orale, musiciens, historiens, généalogistes, médiateurs –, un jeune et un vieux. Au travers de leur histoire, Boubacar Sangaré parcourt l'ancien empire mandingue comptant sept pays en Afrique de l'Ouest. «Une manière pour moi de parler de l'Afrique entre tradition et modernité.» ■ AA

LA RÉVOLUTION BURKINABÉE

Dans un documentaire sorti en 2015, coréalisé avec Gidéon Vink, *Une révolution africaine*, Boubacar Sangaré retrace les dix jours qui ont précédé la chute de Blaise Compaoré, après 27 ans de règne. En octobre 2014, la volonté du président – arrivé au pouvoir après l'assassinat de feu Thomas Sankara – de se maintenir à la tête du pays en modifiant la Constitution met le feu aux poudres. Le peuple se soulève. Les mobilisations seront inédites au Pays des hommes intègres. «C'était un espoir absolu, un pur bonheur, suivi d'une grande déception... se remémore Boubacar Sangaré. La situation n'est allée qu'en empirant entre 2015 et 2020 avec un président élu démocratiquement. C'est pour cette raison qu'au moment du coup d'Etat (suivi d'autres), il n'y a pas eu de réaction du peuple...» Sur le putsch récent au Niger, voisin de son pays, le Burkinabé

souligne: «Nous ne sommes pas dépendants de ce pays, car il est aussi enclavé que nous. Mais la lutte contre le terrorisme, circulaire dans le Sahel, est impactée.» Le réalisateur souligne que le sentiment domine dans la population qu'un gouvernement avec une légitimité démocratique a tendance à faire ce qu'il veut. «Parfois les régimes d'exception, n'étant pas légitimes, font davantage pour le peuple. Au Burkina, depuis presque dix ans, nous avons reculé sur beaucoup de plans, celui de la démocratie, du social, de la sécurité avec les premières attaques djihadistes dès 2015. Mais nous avons aussi gagné, car la jeunesse est davantage concernée par la politique et est prête à s'exprimer, ce qui n'était pas le cas sous le régime Compaoré.» Et de conclure, sans jamais perdre espoir: «Je pense que l'évolution se fait en dents de scie.» ■ AA